



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de la Sarthe
Service Protection de l'Environnement**

19 Boulevard Paixhans
CS 91631
72016 LE MANS Cedex 2

Le Mans, le 17/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ACSC – PESCHERAY - PARC ZOOLOGIQUE
DOMAINE DE PESCHERAY
72370 LE BREIL-SUR-MÉRIZE

Code AIOT : 0057200292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement ACSC – PESCHERAY - PARC ZOOLOGIQUE, implanté DOMAINE DE PESCHERAY - 72370 LE BREIL-SUR-MÉRIZE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le contexte du futur passage de Madame Cécile VERON en CDNPS, pour l'obtention de son certificat de capacité pour la présentation au public d'espèces d'animaux non domestiques appartenant à la liste de l'arrêté du 30 mars 1999.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACSC – PESCHERAY - PARC ZOOLOGIQUE
- DOMAINE DE PESCHERAY - 72370 LE BREIL-SUR-MÉRIZE
- Code AIOT : 0057200292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc zoologique relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2140 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un point a été réalisé concernant la présence de faune sauvage non captive (chevreuils et canards col-vert) au sein du parc.

Il a été comptabilisé la présence d'environ 15 chevreuils entre la clôture périphérique et les enclos. Madame Cécile VERON a contacté la DDT qui l'a mise en relation avec Monsieur MERCIER de la Fédération de Chasse de la Sarthe afin de réaliser un abattage de cette population.

En ce qui concerne la présence de canards col-vert sur le site, Monsieur POISSENOT, moniteur forêt sur le site, effectue des campagnes d'effarouchement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	De l'organisation générale des établissements	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3	Sans objet
2	De l'organisation générale des établissements	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4	Sans objet
3	Des conduites d'élevage des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10	Sans objet
4	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31	Sans objet
5	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32	Sans objet
6	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 43	Sans objet
7	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points abordés lors de la visite sont maîtrisés :

- la gestion du personnel soigneur
- la gestion des cadavres,
- les mouvements des animaux et la captivité des espèces ciblées lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3
Thème(s) : Autre, effectif du personnel
Prescription contrôlée : L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en oeuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisante à la mise en oeuvre des tâches qui lui est confiées. Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en oeuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables des établissements. Les établissements s'attachent les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.
Constats : Voir fiche confidentielle en annexe
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4
Thème(s) : Autre, titulaire du certificat de capacité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L.413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en oeuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L.413-3 du code de l'environnement.
Constats : L'établissement est en cours de régularisation. Il est prévu le passage à la CDNPS du 11 décembre 2025 de Madame Cécile VERON, concernant sa demande de certificat de capacité pour la présentation au public d'espèces d'animaux non domestiques appartenant à la liste des espèces de l'arrêté ministériel du 30 mars 1999. Madame Cécile VERON s'est engagée à déposer au plus tard le 15 février 2026, sa demande de certificat de capacité pour la présentation au public pour toutes les espèces présentes sur le domaine, en vue d'un passage à la CNCFSC d'avril 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10
Thème(s) : Autre, hébergement nouvel espèce
Prescription contrôlée : Les animaux doivent être entretenus dans des conditions d'élevage de haut niveau qui visent à satisfaire les besoins biologiques et de conservation, la santé et une large expression des comportements naturels des différentes espèces en prévoyant, notamment, des aménagements et des équipements des enclos adaptés à la biologie de chaque espèce.
Constats : L'inspection a porté sur les espèces entrées en 2025 (ibis blancs, bouquetins et lémuriens bruns) et les loups blancs qui ont été déplacés dans l'enclos des magots le temps de la réfection de leur enclos (vu en février 2025).

<p>Lors de la visite des enclos, il a été constaté des bonnes conditions d'élevage des ibis blancs, bouquetins et lémuriens.</p> <p>L'enclos provisoire des loups blancs est sécurisé mais ne répond pas, en termes d'espace, aux besoins de cette espèce.</p> <p>Les loups retrouveront leur enclos, adapté à leurs besoins biologiques, avant la réouverture du parc au public.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Des installations d'hébergement et de présentation au public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31
Thème(s) : Autre, enclos
Prescription contrôlée : Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos.
Constats : Les lémuriens, bouquetins, ibis blancs et loups blancs n'ont pas la possibilité de franchir l'enceinte de leur enclos au vu des infrastructures observées lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Des installations d'hébergement et de présentation au public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32
Thème(s) : Autre, clôtures
Prescription contrôlée : Les montants des clôtures sont solidement implantés au sol. Les grillages sont solidement fixés. Les caractéristiques des mailles de ces grillages ainsi que celles des matériaux les composant sont adaptées aux espèces hébergées et empêchent les déformations du fait des animaux pouvant amoindrir l'efficacité des clôtures et des autres dispositifs de séparation. L'intégrité des clôtures doit pouvoir être vérifiée en permanence.
Constats : L'enclos des magots où sont logés temporairement les loups blancs est sécurisé. Les montants des clôtures sont solidement implantés au sol avec une semelle béton de 30 centimètres. La hauteur du grillage est de plus de 1,80 m. Le grillage est solidement fixé et doublé par une clôture électrique. L'enclos des loups est contrôlé tous les jours et un rapport hebdomadaire est établi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : De la surveillance sanitaire des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 43
Thème(s) : Autre, mouvement des animaux
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'application des réglementations sanitaires relatives aux mouvements des animaux, les établissements sont tenus de recueillir toutes les informations permettant de déterminer le statut sanitaire des animaux qu'ils souhaitent héberger ainsi que de connaître, le cas échéant, leurs antécédents médicaux. Les animaux nouvellement introduits dans les établissements font l'objet d'un examen sanitaire et bénéficient d'une période d'acclimatation durant laquelle ils bénéficient d'une surveillance sanitaire particulière. Les animaux dont l'état sanitaire est incertain font l'objet d'une période de quarantaine. Lorsqu'elle est mise en oeuvre, la quarantaine s'effectue selon un protocole précis préalablement consigné par écrit, faisant état des mesures et des précautions nécessaires à l'isolement des animaux ainsi que des modalités de la surveillance de l'état sanitaire des animaux. Un tel protocole doit également s'appliquer à tout animal malade susceptible de disséminer une maladie contagieuse.
Constats : Il a été demandé lors de l'inspection, les entrées 2025 d'animaux non domestiques au sein du parc animalier, trois espèces sont concernées, il s'agit de : <ul style="list-style-type: none">- 3 ibis blancs,- 3 lémurins bruns,- 2 bouquetins des alpes. Les documents de cession ont été visés lors de l'inspection, ainsi que les documents de marquage et les CIC pour les lémurins. Ces animaux ont fait l'objet d'une quarantaine et d'une acclimatation lors de leur arrivée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47
Thème(s) : Autre, gestion des cadavres
Prescription contrôlée : Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux. Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques. Les cadavres doivent être éliminés dans les conditions fixées par le règlement n° 1774/2002 CE du 3 octobre 2002 et les articles L.226-1 et L.226-2 du code rural. Les lieux de stockage des cadavres doivent être nettoyés et désinfectés à une fréquence adaptée. Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.
Constats : Les cadavres sont retirés des enclos le plus rapidement possible et sont congelés dans un congélateur dans l'attente de l'autopsie par le cabinet vétérinaire faune-vet. Une fois autopsiés, les cadavres sont acheminés vers l'équarrissage. Les bons d'équarrissage 2025 ont été visés. Les différents comptes-rendus d'autopsie de 2025 ont été visés lors de l'inspection. La mortalité est enregistrée sur le logiciel ZIMS.
Type de suites proposées : Sans suite